

**LE TEXTE DE NOTRE AMI  
GEORGES MICHEL PORTE  
TEMOIGNAGE D'UNE REFLEXION  
NON CONFORMISTE SUR  
L'INFORMATIQUE DANS LES PAYS  
DU BLOC SOCIALISTE. MEME S'IL  
NE PEUT PRETENDRE  
REPRESENTER L'ETAT DE LA  
REFLEXION THEORIQUE SUR LES  
RAPPORTS ENTRE INFORMATIQUE,  
CULTURE ET SOCIETE DANS LES  
PAYS DE L'EST, SON TEXTE MET  
L'ACCENT SUR QUATRE ASPECTS  
ESSENTIELS DU DEVELOPPEMENT  
DES TECHNOLOGIES DE  
L'INFORMATION DANS CES PAYS.  
— LA DIFFERENCE DE  
PERSPECTIVE ENTRE EUROPEENS  
DE L'EST ET DE L'OUEST, TROUVE  
SON ORIGINE DANS L'EXPERIENCE  
CONCRETE, D'UN VECU QUOTIDIEN  
RADICALEMENT DIFFERENT.  
— LA QUESTION DU RAPPORT  
ENTRE INFORMATISATION ET  
NORMALISATION  
— L'IMPACT DES BLOCAGES  
ECONOMIQUES AU SEIN DES  
SOCIETES DU "SOCIALISME  
REELLEMENT EXISTANT" ET LES  
CONSTRAINTES PROVENANT DE  
L'INSERTION AU SEIN DU  
COMECON SUR L'EXPLOITATION  
ET LA RENTABILITE DES  
EQUIPEMENTS INFORMATIQUES.  
— LA PERMANENCE DE  
BLOCAGES SOCIAUX ET  
POLITIQUES INTERDISANT  
L'EMERGENCE DE CERTAINES  
PRATIQUES OU LES CONFINANT A  
DES CIRCUITS ECONOMIQUES  
PARALLELES OU A DES RESEAUX  
CULTURELS SOUTERRAINS (LE  
SAMIZDAT).**

L'arche informatique vient de surnager à un déluge d'articles, de déclarations et de médiations sur un symbole qui hante l'Europe et le monde entier depuis trente cinq ans. L'homme pendant toute son histoire a attribué une force mystique aux nombres ; et voilà que ce symbole tant redouté est tombé sur nous, sous la forme d'un nombre particulièrement évocateur : "1984".

Voilà deux ans la conjoncture calendaire a donné une force particulière à ce symbole créé par Orwell et a déclenché une tempête littéraire et médiatique qui sera notre sujet de réflexion.

Les premiers signes avant-coureurs se sont faits sentir dès les années 1970. Dans "The Wired Society" (1979) — dont une deuxième version est paru depuis sous le titre plus "branché" : "The Telematic Society" — James Martin incorporait déjà tout un chapitre intitulé "1984". En tout cas cette conjoncture temporelle ne peut expliquer à elle seule ce raz de marée littéraire et médiatique. Si nous avons assisté il y a maintenant deux ans à tant de débats et de réflexions analysant les perspectives et les chances offertes par nos sociétés politiques, c'est que l'état du monde n'a pas évolué de façon radicale dans le domaine politique, depuis la première parution du roman d'Orwell. Rien n'est décidé, rien n'est perdu : les dangers du totalitarisme sont toujours présents. C'est ce que chacun de nous ressent profondément ; c'est ce qui nous inquiète tout en nous permettant de garder espoir.

Depuis 1949 la tendance est à l'inquiétude. Dans la dernière décennie cette tendance s'est trouvée alimentée par des facteurs techniques, sociaux, psychologiques.

Admettons que le plus grave soit le fait du progrès technique, sur le terrain de la collecte, du stockage et du traitement de l'information car il s'est établi dans un contexte social où toutes sortes de pouvoirs tendent à se concentrer. Ces techniques qui nous rappellent celles de "Big Brother" se prêtent plus facilement à ceux qui possèdent du pouvoir qu'il soit politique ou économique. Et qui, du fait de leur position stratégique ont plus de chance d'utiliser à leur profit le pouvoir multiplicateur de la technique, dont nous avons tous experts comme laïques, plus ou moins confusément conscience.

Ce progrès est donc porteur de menaces pour l'individu. Chacun sait trop bien aujourd'hui que les grands systèmes informatiques offrent l'avantage d'une grande capacité de stockage et de traitement d'une grande quantité de données économiques, techniques ou scientifiques mais aussi personnelles. Le développement des bases de données de l'administration publique et de la police est déjà parvenu à haut niveau partout dans le monde, dans la mesure où l'informatique rend plus efficace le travail habituel de ces institutions, mais les abus de pouvoir également. Ce gain d'efficacité vient du fait qu'avec l'électronique on peut stocker en mémoire et récupérer rapidement un très grand nombre de données concernant les individus.

Plus cela se pratique et plus la vie privée se trouve menacée. L'interconnexion des bases de données à finalités distinctes aboutit aux mêmes effets. En dépit de l'expansion de la micro-informatique grand public, le fonctionnement de ces systèmes ainsi que leurs moyens techniques et méthodes de réalisation deviennent de plus en plus ésotériques pour la plupart des individus et plus ils le deviennent, plus

## RENVERSER LA PERSPECTIVE



les systèmes informatiques et par suite l'activité des institutions qui s'en servent, se délivre du contrôle public... L'exclusivité professionnelle s'ajoute donc à l'avantage des réseaux, à une vitesse purement technique. Les faits que nous énumérons sont bien connus. Pourtant, s'il semble que l'informatique met en cause les libertés, ne peut-on pas renverser la question et la poser autrement : est-ce vraiment l'informatique qui produit cette menace ? Ou n'est-elle qu'un facteur qui en modifie les conditions et l'intensité ?

Répondre par l'affirmative à la première façon de poser la question, c'est supposer que l'informatique serait à l'origine des tendances humaines au totalitarisme. Bien évidemment c'est le contraire qui est vrai ! La domination et les rapports de pouvoir sont au cœur d'une histoire humaine que l'on pourrait qualifier de "proto-informatique". Les abus dans l'utilisation de l'information peuvent être commis aussi bien par des moyens traditionnels que par des moyens électroniques : pour devenir une institution totalitaire, la police n'a pas besoin d'être informatisée.

Partons de l'évidence la plus simple : l'inégalité absolue entre les organes de l'Etat socialiste et les citoyens de ce même Etat par rapport à l'accès aux moyens techniques et le droit d'être informé et de contrôler l'usage de l'information collectée et stockée. Cette inégalité n'était-elle pas encore plus criante avant que ces Etats ne se servent de moyens informatiques ? Le domaine d'investigation permis par l'existence de fichiers policiers s'étend beaucoup plus loin dans ces pays que la simple poursuite de criminels, ne pourrait le justifier et cela dans les deux sens : ils contiennent des données sur plus de personnes qu'il n'est nécessaire ; ils contiennent des données personnelles n'ayant rien à voir avec la finalité formelle du traitement de l'information : par exemple, sur la pratique religieuse, l'activité politique, etc.

De plus, les instances policières, politiques ou tout autre ont dans la pratique, accès aux bases de données quel que soit leur statut et leur contenu (juridique, professionnel, syndical, bancaire, religieux). Et de cette façon, en reliant des bribes d'information très diverses elles sont en capacité de dresser des "portraits" informationnels très détaillés des individus auxquels elles s'intéressent.

L'individu, par contre, était et demeure dépourvu du droit d'accès aux fichiers des organes ou des agences de l'Etat, et n'a donc aucun contrôle sur leur contenu. En Hongrie, par exemple, pour maintenir une façade démocratique, les départements du personnel des entreprises doivent montrer aux salariés leur dossier personnel. Mais il n'est jamais précisé quelles informations nominatives ont été transmises à la police. En sens inverse, celle-ci influence à son gré le comportement de l'entreprise vis-à-vis de son personnel.

Enfin, il existe une différence énorme entre la vitesse avec laquelle un individu peut rassembler quelques informations et une activité de même nature au sein des organes de l'Etat.

## L'INFORMATISATION DANS LES PAYS DE L'EST

En bref, l'extension abusive de la collecte de données personnelles, l'établissement de réseaux menaçants, l'absence de droit de l'individu sur les informations le concernant, ne vient pas de l'informatisation des fichiers de la police.

Le cauchemar d'un contrôle total de la société civile, qui hante les Occidentaux comme résultat monstrueux de l'informatisation n'est pas imaginaire, mais il ne vient pas des techniques modernes du traitement de l'information.

Bien entendu, l'Etat cherche à accaparer toute technique moderne, mais ce n'est qu'une tendance secondaire, l'essentiel n'est pas là.

Les peuples de l'Europe de l'Ouest et ceux de l'Europe de l'Est vivent des conditions différentes, il est donc normal qu'ils aient des vues différentes sur l'informatisation. Pour les Occidentaux, la question est de savoir si la menace d'un contrôle total est plus grande avec l'extension de l'informatisation. Et comment se défendre contre ce danger. C'est l'objet de tous les débats suscités par l'anniversaire du livre d'Orwell.

Toute différente est la situation des pays socialistes.

Si les méfaits d'une lente informatisation ne sont pas ressentis directement, il faut pourtant savoir s'ils renforcent l'ordre établi et rendent son fonctionnement plus efficace ; et dans l'affirmative, comment contrebalancer ses effets ?



## INFORMATIQUE ET CRISE DE LA SOCIÉTÉ

Quant à l'efficacité, la réponse reste au moins ambiguë : on a tout droit de supposer que l'automatisation des fichiers, seule, n'a qu'une valeur symbolique. Beaucoup d'exemples nous montrent que les techniques modernes du traitement de l'information, au niveau actuel, au moins, n'apportent pas de progrès significatifs dans la domination étatique.

La Hongrie, par exemple, a réalisé un système national d'identification informatique de type de celui que les Français et les Allemands ont rejeté. Chaque citoyen hongrois a son numéro personnel à onze chiffres, mais ce système moderne n'a rien gagné en précision ou en exhaustivité par rapport à celui à base de papier qui survit toujours par ailleurs.

Quant à la possibilité d'une société digitale entièrement câblée, elle trouve trop d'obstacles devant elle et pas assez de motifs pour la réaliser. Il faudrait reconstruire entièrement les sous-systèmes existants, qui sans cela ne peuvent être reliés tant du point de vue matériel, que logiciel. D'un autre côté, les structures économiques et politiques actuelles donnent toute facilité pour un accès "manuel" et "sélectif" des agents de contrôle, aux fichiers particuliers. Les personnes auxquelles ils s'intéressent du point de vue de leur activité politique, ne possèdent généralement pas de compte en banque et ne manifestent aucune activité financière et économique notable. S'ils n'ont pas, déjà, été licenciés à cause de leur activité politique, le seul fichier civil à consulter reste celui de leur lieu de travail. Dans ces circonstances, la méthode la plus simple pour recueillir de l'information sur un individu est de consulter "son" dossier établi par la police elle-même puis de se renseigner auprès du chef du personnel qui est choisi et nommé par la police en fonction de ce type de "service".

A quoi servirait donc un réseau de bases de données !

Quant au droit d'accès des citoyens, il reste hors de question tout comme à l'ère pré-électronique.

Si nous quittons le terrain strictement politique pour élargir notre perspective à la poursuite des actes criminels. Nous constatons qu'en dépit d'un certain progrès technique, les choses n'ont pas bougé depuis dix ans, ou même pire. Les nouveaux HLM, une politique démographique désastreuse, l'absence d'une vraie politique sociale, la désorganisation pédagogique au sein du système scolaire, ont produit leurs effets sur la courbe de la criminalité juvénile ainsi que sur celle de la consommation de drogue. On ne voit guère ici non plus de raison d'être pour une informatisation. Si une institution stockait des données sur les drogués par exemple, sa seule justification ne pourrait être que de servir de base à une action sociale, médicale ou psychiatrique susceptible d'aider les drogués à s'en sortir. Alors que la méthode générale pour traiter ce problème reste la répression et les passages à tabac. Pour ce type de politique de police, il n'y a pas besoin de fichiers électroniques sophistiqués, il suffit de la reconnaissance à vue. Il resterait à évaluer l'efficacité de l'informatisation de la police dans le domaine de la poursuite des délinquants ; il y aurait beaucoup à dire, mais ce n'est pas notre propos.

Nous avons montré qu'un système politique peut être totalitaire ou quasi-totalitaire sans utiliser l'informatique et qu'il n'a pas besoin d'informatique pour fonctionner parfaitement et que de plus l'informatisation peut même s'y avérer superflue.

Les gouvernements des pays socialistes, se trouvent pris en tenaille, car le développement économique (le "rattrapage du niveau mondial") exige l'accélération de l'informatisation alors que le renforcement ou même le simple maintien du système politique la freine. Les "dégâts du progrès" sont une perspective lointaine, actuellement inaccessible, mais aussi insidieuse, car il n'est pas permis d'en discuter publiquement.

La première édition de "1984" d'Orwell, en langue hongroise n'a vu le jour qu'en 1985, mais sous le manteau du "samizdate", car ce livre reste officiellement interdit.

Dans les sociétés occidentales, il n'est pas possible d'occulter les contradictions internes de la société et les citoyens ont appris tout à la fois à percevoir les tensions sociales et à sauvegarder les valeurs démocratiques. Pour nous autres à l'Est, il nous faut d'abord apprendre à identifier les menaces, pour forger ensuite les armes propres à nous défendre.

GEORGES MICHEL